

Services à la personne : 20 % de hausse potentielle des besoins d'ici 2050

Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté • n° 227 • Décembre 2025

En Bourgogne-Franche-Comté, 165 000 ménages ont utilisé au moins un service à la personne à leur domicile en 2019. Le recours est croissant avec l'âge et le niveau de vie. L'absence de proches aidants est également un facteur incitatif au recours. Avec le vieillissement attendu de la population d'ici 2050, les besoins en services à domicile augmenteraient fortement.

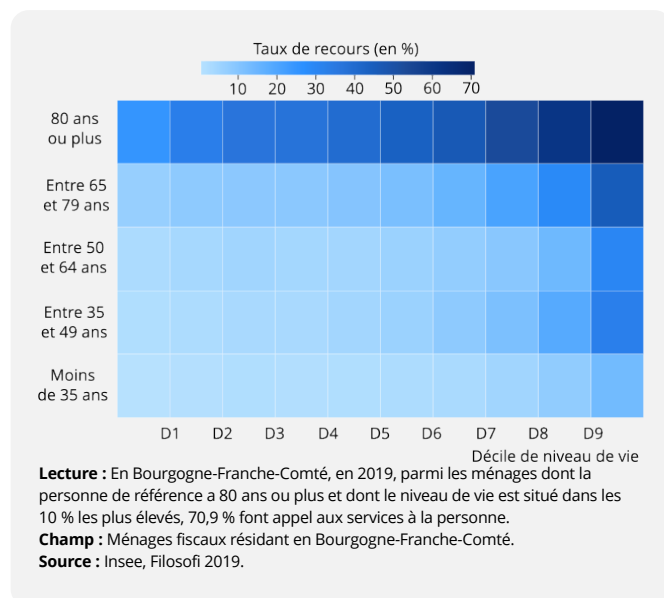
Entretenir sa maison, son jardin, réaliser des petits travaux, garder ses enfants, autant d'activités pour lesquelles près d'un ménage sur sept s'est fait aider à domicile grâce aux **services à la personne**, en Bourgogne-Franche-Comté en 2019. Qu'ils soient âgés, en situation de handicap, ou en bonne santé, cela concerne 165 000 ménages et 334 000 habitants. Le recours peut être ponctuel ou régulier. Plusieurs dispositifs permettent d'en faciliter le paiement, le chèque emploi service universel par exemple, et de bénéficier de crédits d'impôts. Ils ont également pour objectif de soutenir l'emploi en luttant contre le travail illégal.

Au-delà de 80 ans, 43 % des ménages sollicitent au moins un service à la personne

Tous âges confondus, le recours aux services à la personne est de 13,4 % des ménages, contre 14,0 % en France de province. Il est soutenu par une forte proportion de population âgée. En effet, plus ils sont âgés, plus les ménages ont tendance à recourir aux services à la personne. En Bourgogne-Franche-Comté, 43 % des ménages dont la personne de référence a plus de 80 ans y font appel, 16 % lorsqu'elle a entre 65 et 79 ans et un peu moins de 11 % pour les moins de 65 ans. Si la répartition par âge de la population de la région était la même qu'en France de province, c'est-à-dire plus jeune, le **taux de recours** serait inférieur (12,9 %). De plus, avec des répartitions des ménages selon le niveau de vie et le mode de cohabitation également identiques au plan national, le taux de recours serait de 13,1 % dans la région. Les plus de 80 ans représentent à eux seuls 37 % des recourants. Les tâches devenues trop difficiles, combinées au manque d'entourage (famille, voisins) créant un isolement résidentiel, rendent nécessaire l'intervention d'un professionnel. Aussi, les personnes vivant seules ont plus recours que les couples, respectivement 16 % et 13 %.

Les femmes vivant seules sont les plus utilisatrices, elles représentent près d'un tiers des recourants. Au-delà de 80 ans, elles sont plus nombreuses que les hommes vivant seuls en raison d'une espérance de vie supérieure. À ces âges où les besoins

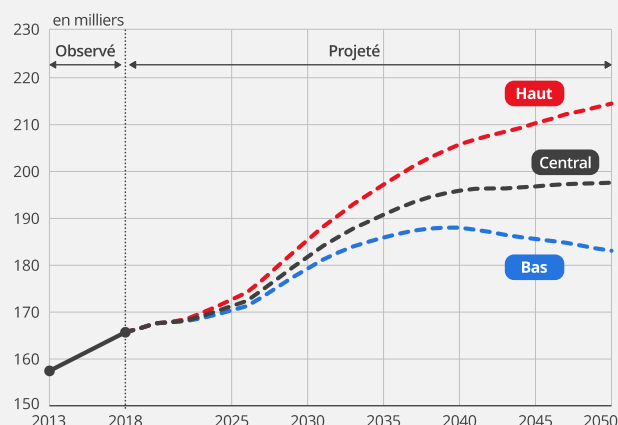
► 1. Taux de recours aux services à la personne selon le décile du niveau de vie et la tranche d'âge



d'aide à domicile deviennent souvent indispensables, près de la moitié ont recours aux services à la personne. Chez les hommes seuls de 80 ans ou plus, le taux de recours est inférieur à celui des femmes de près de 10 points.

Quant aux couples sans enfant, leur taux de recours est de 15 %. Ils représentent trois utilisateurs sur dix, soit le deuxième groupe le plus important. Ils sont 56 % à avoir plus de 65 ans, et c'est aussi le type de ménages dont le niveau de vie est le plus élevé (42 % d'entre eux sont dans les deux derniers **déciles de niveau de vie**). Les familles monoparentales, où le parent doit assumer seul de nombreuses tâches, recourent peu aux services à la personne. Ainsi, parmi les personnes à la tête d'une famille monoparentale,

► 2. Projection de ménages recourant aux services à la personne à l'horizon 2050 selon les différents scénarios



Champ : Ménages fiscaux résidant en Bourgogne-Franche-Comté.
Source : Insee, Filosofi 2019, projections démographiques Omphale 2018-2050.
Lecture : D'après le scénario central de projection de population et l'hypothèse centrale d'évolution du mode de cohabitation, 197 600 ménages auraient recours aux services à la personne en 2050, soit 31 900 de plus qu'en 2018.

seules 6,5 % des femmes et 8 % des hommes y ont recours. Ces familles sont particulièrement touchées par la pauvreté : 28 % contre 13 % pour l'ensemble des ménages de la région. Il leur serait donc plus difficile que les autres d'assumer les frais restants à charge en faisant appel à un service à domicile.

Le recours augmente avec le niveau de vie

Le revenu des ménages influence fortement l'utilisation des services ► **figure 1**. Plus le niveau de vie du ménage est élevé, plus le recours est fréquent : 4 % des 10 % ménages les plus modestes utilisent un service à la personne contre 36 % des 10 % des ménages les plus aisés. Chez les personnes âgées de plus de 80 ans, cette disparité est aussi présente : 25 % des ménages modestes et 71 % des ménages aisés utilisent ces services. Même chez les ménages plus jeunes, le niveau de vie conditionne le recours. Il varie de moins de 3 % pour les ménages modestes à plus de 30 % pour les ménages aisés. Parmi les ménages aisés, ce sont les familles nombreuses qui ont le plus recours : 63 % des couples avec plus de trois enfants ont recours, 59 % des couples avec trois enfants, et 46 % des femmes seules.

► Sources et méthode

Le Fichier Localisé Social et Fiscal (Filosofi) est issu de l'exploitation des données fiscales exhaustives issues de la DGFIP et des données sur les prestations sociales (Cnaf, Cnav et CCMSA). Cette source permet d'identifier les ménages ayant déclaré des dépenses de services à domicile.

Les **projections** de ménages recourant aux services à la personne sont réalisées à partir d'Omphale 2022. L'outil projette la population détaillée par sexe et âge d'un ensemble de territoires jusqu'en 2070 selon différents scénarios de population haute ou basse, selon la fécondité, la mortalité et les migrations. Le scénario central prolonge les évolutions observées jusqu'en 2018. Augmenté des modes de cohabitation (personnes seules, en couple, familles monoparentales, etc), ces projections de population permettent d'estimer un nombre futur de ménages, puis en appliquant les taux de recours par âge observés on obtient des projections de ménages recourants.

Les services à la personne pèsent plus ou moins dans le budget des ménages selon leur niveau de vie. Leur dépense médiane s'élève à près de 1 200 € par an, soit 3 % du revenu disponible médian des utilisateurs de services à la personne. Les ménages aisés consacrent près de quatre fois plus, soit en moyenne 12 % de leur revenu, pour les services à la personne. Les ménages aux revenus les plus élevés ont la possibilité d'augmenter la fréquence des interventions et d'assumer plus facilement le reste à charge. Ces services pèsent alors davantage dans leur budget.

32 000 ménages supplémentaires auraient recours à au moins un service à la personne en 2050

D'après les **projections** et quelles que soient les hypothèses retenues, le nombre de ménages recourants augmenterait significativement en Bourgogne-Franche-Comté ► **figure 2**. Cette forte hausse s'explique principalement par l'arrivée aux grands âges des générations nombreuses nées après la Seconde Guerre Mondiale. Ainsi dans le scénario central, près de 200 000 ménages pourraient avoir recours aux services à la personne en 2050, soit 32 000 de plus qu'en 2018.

L'augmentation du nombre de ménages recourants entre 2018 et 2050 serait de près de 20 %. Le vieillissement de la population, à lui seul, aurait pour effet d'augmenter significativement le nombre d'utilisateurs de ces services. Le nombre de ménages recourants âgés de 80 ans ou plus augmenterait fortement (+66 %). Ils représenteraient alors près de la moitié des usagers en 2050, contre 37 % aujourd'hui. Les ménages âgés de 65 à 79 ans seraient également plus nombreux à utiliser ces services. À l'inverse, la déprise démographique attendue dans la région atténuerait la hausse des recourants aux services d'ici 2050. Quant à l'évolution des modes de cohabitation, son effet serait faible. ●

Jean-François Louis, Thésée Sztrakoniczky (Insee)



Retrouver davantage de données associées à cette publication sur insee.fr

► Définitions

Les **services à la personne** regroupent des activités de soutien aux individus et aux familles, réalisées au domicile des ménages qui y font appel (assistance aux personnes âgées ou dépendantes, livraison de courses ou de repas, ménage, jardinage, soutien scolaire, etc.), que ce soit de gré à gré (particulier-employeur) ou par l'intermédiaire d'un organisme (prestataire). 26 activités sont définies à l'article D. 7231-1 du Code du travail.

Le **taux de recours** aux services à la personne mesure la proportion de ménages utilisateurs de services à la personne dans l'ensemble des ménages.

Les **déciles de niveau de vie** sont les valeurs qui partagent les ménages en dix parties égales en fonction de leur revenu disponible.

► Pour en savoir plus

- Louis J.-F., Sztrakoniczky T., « [Services à la personne : de 8 000 à 14 000 salariés en plus d'ici 2050](#) », Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté n°228, décembre 2025.
- Borey G., Diel O., Muzzolin L., « [Forte hausse attendue de la demande de services à la personne d'ici 2050](#) », Insee Première n°2042, mars 2025.
- Kauffmann P., Richard M., « [Dans le Grand Est, un ménage sur huit a recours aux services à la personne](#) », Insee Analyses Grand Est n° 192, janvier 2025

